

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES ENTRE LES GRANDES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET LES PETITES PRODUCTEURS EN HONGRIE

par

MARTA SÜVEGES

docteur en droit, professeur à la Faculté de Droit de l'Université
„EÖTVÖS Loránd“ de Budapest

Parlant de l'économie des démocraties populaires européennes les journaux et revues spécialisés qui paraissent en Occident ainsi que ceux publiés dans les pays de l'Est accordent une place importante à la Hongrie, relevant surtout le rôle de la petite production agricole hongroise dans l'essor de l'agriculture. Il n'est pas rare que les résultats de l'existence de ces petites productions agricoles soient considérés par les publications occidentales comme le « miracle hongrois ».

Quant à la petite production agricole, elle est depuis la dite « réorganisation socialiste de l'agriculture », connue et mise en œuvre dans tous les pays de l'Est. Bien que la petite production agricole ne puisse point être considérée comme exclusivement hongroise, pourtant c'est en Hongrie que les petites exploitations individuelles sont le plus avancées, et c'est toujours la Hongrie qui se distingue des pays de l'Est comme connaissant peut-être de difficultés pour la production agricole.

Les règles juridiques ou statuts-modèles qui traitent des coopératives agricoles reconnaissent en l'URSS et dans les autres pays de l'Est, le droit des membres des coopératives agricoles à l'exploitation individuelle complémentaire.

En quoi consiste donc cette petite production provenant de la totalité des exploitations individuelles complémentaires des membres de coopératives agricoles, et des ouvriers, intellectuels et retraités ?

Notre intention est de présenter la petite production agricole en Hongrie au niveau économique, ensuite nous ferons une comparaison entre les motifs historiques et politiques de la réussite hongroise et les difficultés que connaît l'agriculture des autres pays de l'Est, puis nous présenterons la réglementation juridique de la petite production agricole.

Encore faut-il s'entendre sur le sens que chacun d'entre nous donne aux divers termes, afin d'éviter le plus possible les équivoques. Ce sera l'objet d'une partie préliminaire que doit permettre une meilleure compréhension des notions de la structure de l'agriculture, des grandes exploitations agricoles et des petites producteurs.

Voyons tout d'abord: quelle est la structure de l'agriculture de la Hongrie?

On pense généralement qu'il s'agit d'une agriculture collectivisée à grandes exploitations. Ce tableau est vrai, mais exagéré et est à maints égards défectueux et schématique. Il est bien vrai que les deux traits caractéristiques principaux de l'agriculture de la Hongrie sont les suivants:

- d'une part agriculture collectivisée à grandes exploitations;
- d'autre part fondée sur une base technique développée.

Or, la structure de l'agriculture hongroise se présente actuellement de façon plus différenciée si nous tenons compte de ce que les coopératives de production agricole cultivant la grande majorité des terres arables comprennent non seulement de grande exploitations collectives, mais aussi des centaines de milliers de petites exploitations correspondant à la propriété individuelle dites « les exploitations individuelles complémentaires ».

Le tableau est encore plus complexe si nous nous en approchons du côté de la main-d'œuvre. Dans les exploitations individuelles dont la surface est en moyenne d'un demi hectare travaillent non seulement les membres des coopératives, mais aussi de centaines de milliers de personnes dont la profession est différente.

En Hongrie comme dans les autres pays de l'Est l'industrialisation s'est rattachée à la socialisation de la production et des biens. Il en est résulté que les grandes exploitations agricoles emportaient le dessus au début des années soixante. Les formes organisationnelles de base des grandes exploitations sont: les coopératives de production agricoles, les fermes d'État.

Ce sont *les coopératives de production agricole* qui prédominent dans l'agriculture. Dans les pays de l'Est les coopératives de production agricole sont des coopératives de production en commun. La notion de ce type de coopératives est la suivante: la coopérative de production est une grande exploitation agricole socialiste créée par la libre association personnelle et patrimonial des membres, fondée sur le travail effectué en commun qui fait partie de l'ordre sociale; elle déploie ses activités en accord avec les intérêts de l'économie nationale et les objectifs de la société; à la base de la propriété coopérative, par la mise en application simultanée de l'exploitation collective et individuelle, avec le travail de ses membres, sous le régime de la démocratie coopérative; sa gestion ayant le même caractère que dans une entreprise, étant autonome et conforme au plan, faisant partie du système de la démocratie coopérative, elle met en oeuvre l'unité sociale de l'ensemble de membres et leur éducation socialiste.

Les fermes d'État sont des grandes entreprises exploitant des moyens en propriété socialiste d'État. Leur rôle est déterminant dans l'approvisionnement de l'agriculture en semences et autres matériaux de reproduction, de bétail de reproduction, dans l'adaptation et la propagation de technique, de technologies et des méthodes d'organisation modernes.

A la sphère des petites exploitations appartiennent les exploitations individuelles complémentaires des membres des coopératives de production, les exploitations auxiliaires des ouvriers et des employés, ainsi que les exploitations des producteurs poursuivant une exploitation privée.

Les membres de coopérative qui sont des travailleurs ont le droit d'exploiter une ferme individuelle, dite complémentaire. Cette exploitation individuelle est, en fait, une activité d'appoint à caractère auxiliaire pour les membres dont la production est, pour une part, auto-consommée, et pour une autre part, mise sur le marché.

Mais la sphère des petites exploitations va au-delà des exploitations individuelles auxiliaires de coopératives agricoles. Elle s'étend aussi aux exploitations de tous ceux qui, tout en ayant quitté l'agriculture, n'ont pas cessé pour autant la production agricole dans leur jardin ou leur petit lopin personnel. Là, il s'agit surtout d'une production destinée à la satisfaire les besoins de la famille.

Quelques caractéristiques économiques des petites exploitations en Hongrie:

1. Le nombre des exploitations complémentaires en Hongrie en 1978 est de 1 466 000.

5 172 000 personnes se consacrent à la petite production agricole.

Si on met à part les 736 000 pensionnés, la moitié des 4 436 000 personnes restantes sont des personnes actives dont 85% sont des travailleurs manuels. Rappelons que la Hongrie ne compte que 11 millions d'habitants.

En 1979, la petite exploitation réalisait 34% de la production totale de l'agriculture: dans l'élevage, viande, sa production atteint même 65% tandis qu'elle est quasi inexistante dans les céréales et les fourrages, qu'elle diminue pour la mais, elle tend à augmenter pour les porcs, les lapins, les fruits et certains légumes (haricots, pommes de terre, poivrons...)

Il convient également de mentionner que la production sous feuilles plastique par les petits producteurs approche les 40 millions de mètres carrés.

En 1979, les exploitations individuelles faisait valoir 7% de la superficie totale du pays alors que les coopératives de production en disposaient de 63,7%.

Revenu des exploitations individuelles complémentaires: Les petits exploitations individuels exercent le plus souvent d'autres activités: ils sont en particulier ouvriers.

Un tiers des revenus de la paysannerie des coopératives agricoles et des ouvriers agricoles est dû à l'exploitation individuelle complémentaire.

Nous devons donc poser la question suivante: quels sont les facteurs qui, par rapport à tous les pays socialistes ayant le même système politique et des système de l'économie similaires, peuvent assurer à la Hongrie — en comparaison avec les autres pays de l'Est —, des résultats nettement supérieurs dans le domaine de l'agriculture?

Pour répondre à cette question, il faut examiner les problèmes suivants:

Quelle classe ou couche sociale était la promotrice du développement économique des derniers 30 années en Hongrie?

Quelles antécédents historiques étaient à l'origine de l'évolution de cette classe ou couche et quelles étaient les caractéristiques déterminantes dont cette classe ou couche sociale est marquée par le passé?

L'aperçu historique constituant plus d'un tiers de cet article ne doit pas être considéré comme une introduction historique rapportés pour soi-même. Au cours de l'analyse de l'évolution historique on peut mettre en évidence des divergences économiques, sociales et culturelles entre les Etats constituant le bloc des « pays de l'Est socialistes » par lesquelles le même cadre des institutions juridiques et économiques appliquées uniformément prend des contenus différents.

Les réponses qui résident dans la diversité de l'évolution historique des différents pays poseront des nouvelles questions au cours de l'analyse desquelles on aura deux sphères de problèmes à traiter, notamment:

Quel est le jugement d'ordre économique-politique sur les exploitations individuelles complémentaires dans les pays de l'Est socialistes;

Quelle est la relation entre l'efficacité de production des fermes complémentaire et deux types de gestion économique socialiste (celle dite directe, et celle dite indirecte).

Le processus historique de l'agriculture hongroise s'est fait autour d'un personnage principal: le paysan pauvre. Nous mentionnons souvent la paysannerie pauvre quand il s'agit du passé; nous l'oublions facilement dès que nous passons à l'interprétation des décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, et nous l'évitons particulièrement au cours de l'examen des processus sociaux du passé récent et du présent. Pourtant il est clair, que la masse et la part de la paysannerie pauvre hongroise ses capacités de travail et ses besoins jouent un rôle important dans le processus en indiquant comment la vie en Hongrie a évolué de 1945 jusqu'à maintenant.

Avant la deuxième guerre mondiale la majorité de la population de la Hongrie comprenait des paysans pauvres. Il y en avait plus de trois millions y compris les membres de la famille. Ils devaient vivre de l'agriculture, alors qu'ils ne possédaient aucune terre ou bien seulement une quantité insuffisante pour fonder une petite exploitation familiale autonome. Environ un sixième de cette masse englobait des travailleurs de grandes propriétés foncières ou des garçons de ferme qui travaillaient pour des paysans riches. Pour le reste une majorité comprenait des journaliers sans terre, et des métayers, et l'autre moitié était composée de très petits propriétaires. Nous pouvons de plein droit compter parmi les paysans pauvres les petits propriétaires qui possédaient 4 à 10 ha de terres sur un sable médiocre dans des régions montagneuses et qui donc profitaient souvent bien moins de leurs terres que tout les petits propriétaires des régions plus riches.

Il est important de souligner que cette paysannerie pauvre ne fut liquidée ni par la réforme agraire de 1945, ni par la première vague d'industrialisation et de collectivisation de l'agriculture des années cinquante

Ni sa pauvreté ni son existence paysanne ne furent effacées par le fait qu'en 1945 chaque famille obtint en moyenne environ trois arpents et demi de terre. Elle resta pauvre dans sa masse même pendant les quelques années où elle disposait, le cas échéant de 9 à 12 arpents de terre. Ces quelques années n'étaient pas suffisantes pour jeter les bases d'une exploitation plus favorables, pour transformer considérablement son mode de vie.

Leur attitude au travail leurs ambitions sociales et leur absence de prétentions matérielles sont des éléments des paysans hongroise sans lesquelles il est impossible de comprendre les événements des dernières 30 années dont les effets se font encore sentir aujourd'hui ce qui nous posent pas mal de problème.

Pour cette raison nous devons passer en revue d'une manière détaillée les traits caractéristiques que cette paysannerie avait apportés avec soi, en plus d'être pauvre et paysanne. Jusqu'à quel point et comment était-elle pauvre que signifie son « caractère paysan » venu du passé et qui ne se perd que lentement.

La théorie marxiste considère comme très important les différentes couches qui composent la classe paysanne. Cette notion de paysannerie pauvre ne peut être considérée sur le plan sociale, politique et économique comme identique en Europe occidentale, en Europe de l'Est, en Asie et en Europe Centrale. En prenant comme point de départ le fait que tous les pauvres paysans du monde ont des traits communs des intérêts semblables, on parviendrait facilement à une généralisation erronée, voire dangereusement fallacieuse. Il nous manque une méthode scientifique efficace de différenciation. Jusqu'à présent les sciences sociales ne disposait pas d'une méthodologie comparée capable de démontrer et de prouver en quoi les paysans pauvres de l'Europe centrale diffèrent des paysans pauvres de l'Europe occidentale ou des paysans pauvres russes, bulgares, roumains et serbes.

Pour cette raison nous ne pouvons avancer qu'à tâtons dans la définitions de la paysannerie pauvre hongroise. Nous ne pouvons faire plus que d'énumérer quelques caractéristiques remarquables dont nous pensons qu'elles la distinguent de ses voisins de jadis vivant à l'Est, et à l'Ouest de notre pays.

2. Ce n'est point de la fatuité nationale que d'affirmer que la paysannerie hongroise a pour caractéristique l'intelligence, une aptitude et assiduité au travail.

Étant donné la durée de travail et l'intensité de son activité, le paysan hongrois se tracasse, et fait preuve d'une maîtrise de soi, sans pareil dans les pays environnants. Cette assiduité et capacité de travail sont le résultat d'une conception particulière de la notion de devoir. Elle est marquée par une performance individuelle, obligatoire pour tous les paysans et leurs compagnes qui se veulent des gens honnêtes. Ils ne sont appréciés par la société qu'en fonction de leurs efforts et succès individuels. Outre cette assiduité et capacité de travail il faut mentionner qu'il ne s'agit pas d'une paysannerie primitive qui ne comporterait aucune élément de civilisation. Le

paysan hongrois constitue une main-d'oeuvre preste et intelligente dans les villages et bourgades d'un pays en voie d'industrialisation, ayant acquis un certain niveau de technologie, et qui est, par nécessité apte à connaître les domaines les plus divers de l'activité humaine.

Reste à éclaircir dans quelle mesure cette intelligence ce désir de savoir sont des qualités générales « de naissance » des gens du peuple, ou dans quelle mesure la scolarité au niveau élémentaire, existante sous le règne de Marie-Thérèse, que le service militaire, ou encore l'apprentissage, la connaissance du commerce auprès des maîtres agricoles ont influencé la formation, l'affirmation de ces qualités? Toujours est-il que le type du paysan pauvre hongrois, du journalier, de brouettier, de l'ouvrier des chemins de fer ne fut ni indolent ni obtus, ni soumis.

Nous sommes loin de créer un type idéalisé du paysan hongrois. Tout en admettant qu'ailleurs dans le monde il y eut également des paysans appliqués, *nous devons souligner que cette application hongroise a valeur de qualité*. A l'ouest de la Hongrie la paysannerie était mieux équipée, ayant davantage de bêtes et outils, l'industrie absorbait beaucoup plus rapidement et dans des proportions massives la main-d'oeuvre rurale et permettait ainsi aux paysans pauvres de la campagne de posséder plus rapidement une place. A l'est de la Hongrie la culture était plus extensive, ne permettait pas de mettre à profiter les efforts des paysans.

L'assiduité hongroise doit certes avoir maints motifs et antécédents historiques particuliers et justificatifs. Qui pourrait, aujourd'hui reconstituer les mécanismes de pouvoir et de la violence des grandes seigneurs, ceux des admonestations ecclésiastiques, ceux des moeurs publiques, l'effet de quelque exemples de réussite agriculteur ou la contre — épreuve de la paresse ruinant un voisin? Qui pourrait estimer à sa juste valeur les composantes d'une tradition séculaire de zèle au travail, le rôle de la période de crise qui tirait son origine des changements survenus au cours de XIX-ème siècle, crise qui a certainement contribué au début du XX-ème siècle à la formation massive d'une paysannerie hongroise acharnée au travail, habitude qu'elle a gardé jusqu'à nos jours?

Pour pouvoir mettre à jour ces antécédents historiques il est utile de parcourir le processus de l'évolution de la vie économique en Europe occidentale et orientale.

Antécédents historiques

1. A partir de la fin du XVIII-ème siècle, à la suite du développement industriel, des masses de plus en plus grandes de la population, elle aussi de plus en plus dense, passaient dans les secteurs non-agricoles de l'économie. Tout ceci a si violemment et profondément changé la vie économique et la société même de l'Europe occidentale, qu'il n'est point exagéré de parler d'une *révolution industrielle*.

La structure traditionnelle de l'agriculture a très vite changé, phénomène qui allait de paire avec la transformation des couches sociales liées à la vie agricole. L'ambiance économique de l'agriculture a subi elle aussi des changements.

L'un des côtes de cette révolution industrielle fut: l'extension massive à l'échel industriel de nouveaux outils, de machines agricole, l'apparition des produits chimiques, engrais, la protection des végétaux. L'évolution de la structure de la production entraînait la transformation du système d'habitats et la stratification de la population agraire. Tout ceci, pris ensemble peut être nommé *révolution agraire*, dans le cadre de laquelle pareillement à la révolution industrielle, les transformation se sont produites sous forme d'explosions.

On se pose tout d'abord la question: quelles étaient les conditions qui permettaient l'accélération de développement de l'Europe Occidentale?

L'un des facteurs prédominants réside dans la *densité démographique*. Les paysans ouest-européens étaient contraints d'assurer à partir d'une superficie donnée l'approvisionnement de beaucoup plus de gens par rapport à ce qui était la situation ailleurs. Mais la densité démographique est loin d'être suffisante pour justifier la possibilité les peuples ouest-européens de se mettre en marche sur la voie spécifique dite « de type oueste-européen » du développement.

Pour le résumer en quelques mots on peut dire que les réalisations technico-économiques et juridiques du monde antique s'assimilaient à celles économiques et juridiques des peuples germaniques et celtiques. Bien sûr, il ne s'agit pas là d'un simple mélange mais du fait que les réalisations significatives du monde antique (gréco-romain) dont plus importante était celle du système de la propriété foncière privée en Europe Occidentale et en particulier à sa partie centrale.

Puisque la suppression des communautés rurales et le mode de production *se basant sur les principes triomphants de la propriété privée soutenue par l'Église chrétienne* avaient mis en vigueur la propriété privée les producteurs devenaient intéressés même personnellement par l'augmentation de la production la possibilité leur étant donné de garder de majeur partie du surproduit. Bien que la production ait été marquée par de nombreux traits communautaires les fruits de la terre passaient dans la propriété des familles cultivatrice. Le système des revendances était basé également sur les producteurs individuel considéré comme unités contribuable et non sur la communauté. Tout cela constituait une attirance extraordinaire pour encourager la production.

2. Tout cela se passait d'une façon différente en Europe Orientale où la révolution industrielle ne se manifestait guère ou point pendant la deuxième moitié du XIX-ème siècle. Une population accrue par la poussée démographique augmentée par les progrès fait dans le domaine de la santé publique ne pouvait pas être absorbés par l'industrie. La population en surplus devait rester dans l'agriculture. En Russie jusqu'à la Grande Guerre et en Pologne orientale, en Bulgarie, en Roumanie et en Serbie jusqu'à la deuxième guerre mondiale plus de 70 p.c. de la population étaient paysan. Dans la zone occidentale de l'Orient européen c'est à dire en Pologne occidentale, en Hongrie et en Croatie cette proportion représentait 50 p.c. *En raison de sous-développement de l'industrie d'une abondance en terre et d'une main-d'oeuvre bon marché le développement de l'agriculture*

devait se faire par extension et la révolution agraire fut ignorée sur ces territoires.

Le développement économique de l'Europe Orientale était bien différent malgré les analogies indiquées. Les régions de la zone occidentale est-européenne, notamment la région baltique, la Pologne occidentale, le bassin de Moravie et Bohémie, la Hongrie et La Croatie connaissaient une *évolution qui différait qualitativement du développement socio-économique produit sur les territoires se situant à l'est des précédents.*

Quelle est cette différence qualitative entre l'évolution socio-économique de l'Europe Orientale et celle de l'Europe Centrale?

Le développement économique de l'Europe Occidentale a eu une influence toujours croissante sur la zone occidentale de l'Ouest européen à partir du XIV-ème siècle. L'Occident manifestait une demande pour les métaux précieux et les produits alimentaires. Le surplus de la paysannerie ouest-européenne s'était mis à émigrer vers les régions occidentales de l'Est européenne. Tout cela conduisait au développement de l'industrie, à la modernisation de la technique agricole et à l'acquisition progressive de l'art technique occidental. Ces facteurs économiques contribuaient à l'intensification de la production marchande et de l'économie monétaire qui ont entraîné la dissolution des communotés rurales en Hongrie, en Pologne, en Bohemie, en Croite au cours des XIV-ème et XV-ème siècles et la structure sociale qui s'était réalisée en Europe Occidentale déjà entre le VIII-ème et XI-ème siècles prenait forme là aussi.

L'Europe Orientale s'est donc déchirée sous l'action de l'influence socio-économique de l'Europe Occidentale. Il s'était formée une région de caractère intermédiaire, l'Europe Centrale dans laquelle on peut classer la région baltique, la Pologne, le Bassin de Bohémie et Moravie, la Hongrie et la Croatie. Tous ces pays se caractérisent par le développement de genre oueste-européens, et qui les distinguent de l'Europe Orientale d'une façon qualitative c'est-à-dire au niveau du mode de production. La ligne de démarcation est d'ailleurs nettement marquée par la division en deux de l'Église chrétienne: l'église orthodox s'imposait en Europe Orientale où le mode de production asiatique dominait.

Dans ce qui suit, on tentera d'esquisser la différence socio-économique qui existait à la base de la structure de propriété foncière entre l'Europe Orientale et Centrale.

3. La forme primitive de la communauté des terres qui avait cessés d'exister en Europe Occidentale entre les VIII-ème et X-ème siècles, et en Hongrie au cours du XIV-ème siècles faisait la base du pouvoir de l'État en Europe Orientale. Le principe de la propriété communautaire orientale residait dans le fait, que les propriétaires étaient les représentants du pouvoir d'État donc les souverins regnants. Toutes les terres étaient en propriété du souverain et leur usage s'effectuait par l'ensemble de la communauté du village et *non par les paysans considérés comme individus.* Dans un terme grossier l'État se constituait d'un conglomerat inconsistant de communautés rurales.

La trait plus caractéristique de ce système réside dans la confrontation de l'État avec une communauté rural qui met l'homme producteur hors de cause.

Pour l'homme qui pratique la production au sein d'une communauté rural le monde extérieur n'existe que dans la mesure où il exerce une influence sur cette communauté. C'est le régime despotique qui fait que chacune des communautés sont isolées des autres.

Le système slave oriental des communautés rurales et toute la structure de la société basée sur lui engendrait une stagnation de l'économie et de la société et défavorisait ainsi le développement intensif de la production. C'était en effet sous forme de responsabilité collective que les communautés rurales garantissaient l'acquittement des impôts à l'unité de pouvoir les dominants. Dans ce système enfin plus on produisait plus on était défavorisé et c'est ce qui explique en premier lieu pourquoi dans ces cultures et durant des millénaires seul le maintien du niveau minimum de production était assurer. En Europe Orientale s'exerçait encore un pouvoir central extrêmement puissant dont dépendait directement tout la noblesse qui restait toujours une noblesse militaire professionnelle.

En Europe Orientale l'augmentation et l'intensification de la production n'était ni nécessaire ni possible puisque l'abondance en terre permettait à une population croissante, et le surpeuplement des régions agricoles c'est à dire une main d'œuvre bon marché disponible rendait inutile la progression de la technique.

Les paysans vivant dans les très importants territoires de l'Europe Orientale furent en effet plus ou moins esclaves. Lorsque un processus d'association des différentes couches rurales se manifestait d'une façon intense association se réalisait en effet au niveau de l'esclavage.

Cet interdiction faite à la paysannerie russe de quitter la terre, était accompagnée de la consolidation des communautés rurales et l'évolution de « l'usage égalisateur » des terres à l'intérieur de ces communautés à partir du XVII^e siècle. Ce processus coïncide avec l'établissement de l'État russe centralisé (XVII^e à XVIII^e siècles). Les ressources les plus importantes de l'État c'est à dire les impôts étaient établis sur la communauté rurale considérée en tant qu'unité. À l'intérieur de la communauté c'était le mir, l'organe administratif de la communauté qui établissait l'impôt pour chaque famille en tenant compte de leur taille, du nombre des membres capables de travailler, et de la capacité économique de la famille (bêtes et moyens de travail).

Les contributions étaient en rapport avec la redistribution périodique de la terre puisqu'une partie de la terre représentait en même temps une unité de base taxable. Tous les membres de la communauté rurale étaient universellement responsables de l'acquittement des impôts établis sur la communauté.

Le partage « égalisateur » à l'intérieur de la communauté rurale était motivé essentiellement par l'intérêt de l'État et non par le manque de terres disponibles pour la communauté. Le partage « égalisateur » servait la prédominance du vouloir de l'État centralisé. L'État empêchait l'ex-

tensions des tendances à la propriété privée en s'orientant vers la dissolution spontanée de la communauté rurale par la redistribution périodique et égalisatrice de la terre et des impôts et de cette façon *il avait freiné les mouvements des intérêts privés de production marchande qui auraient pu conduire à l'évolution des mécanismes du marché compromettant les principes unitaires de la direction de l'Etat*. La restriction des relations de marché qui était dans la majorité des cas accompagnée par la *fourniture obligatoire* et la *vente commune des céréales en surplus* avait pour résultat une économie naturelle intérieure et, *à défaut des relations marchandes, la consolidation de la position monopolistique de l'Etat comme acheteur central extérieur*.

Il est bien évident que le système de redistribution constituait l'une des garanties les plus sûres de la perception des impôts. Mais il est également indiscutable que cette forme de redistribution entretenait l'appauvrissement de la terre, empêchait la stratification interne de la paysannerie et refrénait l'entrain à l'investissement et à l'entreprise donc elle était, selon les principes de développement ouest- et centre européen, non économique.

Dans les sociétés ignorant la production marchande et les rapports de valeur paralysées d'un point de vue structurel entretenant ainsi tout mobilité qu'on faire le système des communautés rurales orientale la misère faisait partie du « régime éternel et inchangeable ». Comme l'ascension n'avait aucune perspective faute de couches rurales de niveaux différents il est évident que l'ambition qui aurait pu aboutir à l'ascension sociale c'est à dire l'application et l'effort personnel devaient manquer.

La communauté rurale caractérisée par la relation entre la redistribution égalisatrice de la terre et le système fiscal fonctionnait donc le moyen financier colossal de l'Etat policier centralisé mais exprimait en même temps les intérêts de la noblesse. Il convenait par la bonne raison, que le retards de la situation financière et marchande et du marché intérieur avait entretenait que le développement spontané des exploitations agricoles n'aurait pas assuré un rente nécessaire à l'existence digne des seigneurs. Par contre le système donné de la redistribution remplissait à la fois la fonction de perception des impôts pour l'Etat et celle de la perception de la garantie universel des impôts pour les seigneurs.

Mais peut-on dire que l'institution de la communauté rurale transformée à partir du XVIII^e siècle tout en exprimant les intérêts du pouvoir d'Etat czariste et de la noblesse, était de tout évidence contraire aux intérêts de la paysannerie? Sans sortir de l'immanence du développement russe est-européen, on doit dire que cette structure préservait les couches pauvres massives de la paupérisation absolue qui touchait l'existence physique même dans les conditions de la Russie.

La liquidation de la communauté rural n'a pas eu lieu en Russie même après l'émancipation des serfs non plus (1861). Les couches rurales de plus en plus peuplées considéraient que la seule garantie de leur subsistance résidait dans la prise des terres en propriété d'Etat après quoi l'Etat assurerait, dans le cadre du partage des terres « égalisateurs », la superficie nécessaire à l'existence de paysan. Le désir des masses paysannes représentant la majorité de la population de la Russie, s'exprimait par le

programme agraire des populistes puis, à partir du début du XX-ème siècle, des socialistes-révolutionnaires. Ils ne pouvaient imaginer la renaissance sociale de la Russie que dans le cadre des communautés rurales.

En Russie, « le décret sur la terre » (1917) nationalisait toutes les terres après la révolution socialiste et généralisait comme mode d'usage des terres « l'usage des terres égalisateurs ».

4. Examinons maintenant le rapport qui existe entre ce qui a été dit sur les caractéristiques de la propriété foncière et de l'agriculture est-européennes et l'évolution *de la propriété foncière et de l'agriculture centre-européennes, notamment hongroises.*

En Hongrie le développement industriel qui avait commencé au XV-ème siècle sous l'influence économique de l'Europe Occidentale conduisait au développement *d'une production marchande et d'une économie monétaire qui devait entraîner la suppression des communautés rurales. Sur la propriété foncière féodale deux formes de production marchande de l'exploitation s'étaient réalisées: une exploitation de production marchandes seigneuriale cultivée par la corvée des paysans (exploitation allodiale) et des terres nommées tenures de serf mise à l'usage personnel du paysan. Le seigneur avait imposé le paiement de la taille a coté diverses revendances obligatoires par tenure de serf. Le serf travaillait donc pour les seigneurs et pour le monde extérieur la somme des services féodaux n'était que l'addition de se rendu par les hommes individuellement. Sur la tenure de serf mise à leur usage personnel le paysan était intéressé aux resultats de l'exploitation et au développement de l'exploitation.*

C'est indiscutablement à cette époque s'est réalisé en Europe Centrale et en Europe Orientale l'association des couches rurales ayants des statuts juridiques différents et qui a été introduite la non possibilité pour les serf de quitter ces terres. L'abolition du droit de migration de la paysannerie était loin d'être un processus qualitativement identique en Europe Orientale et en Europe Centrale.

En Europe Centrale, l'abolition du droit de migration de la paysannerie resulta de la formation de l'exploitation féodale de production marchande qui, *avec le système des tenures de serf également productives de marchandises, provoquai peu à peu un processus de stratification à l'intérieur de la classe paysanne.*

La formation de la production marchande et une certaine capitalisation des conditions agraires lors du développement économique de la Hongrie conduirent à une sorte d'explosion démographique au cours de XVIII-ème siècle. On comptait plus de trois millions de paysans pauvres formant une couche propre à coté des couches rural plus et moins aisées de deux millions a l'intérieur de la paysannerie hongroise.

La structure socio-économique était à la fois développée et arriérée. Entre les régions est et ouest des différences de rythme de développement s'étaient produites. Cette structure socio-économique ambiguë accablait des millions de travailleurs et permettait en même temps à quelques centaines de milliers parmi eux d'améliorer sensiblement leur sort, un peu en récompense de leur application et docilité. Bien qu'il n'ait pas eu

la possibilité de changer vraiment sa condition de paysan à l'intérieur de la totalité de la paysannerie, mais le débat restait ouvert sur qui serait capable de se hausser jusqu'à quel point et jusqu'à quel niveau. Les mêmes forces pressantes qui pesaient sur la majorité provoquaient une compétition entre familles et entre groupes en leur suggérant l'espoir d'une récompense c'est à dire de sortir de la pauvreté.

Mais l'ascension nécessite une volonté extraordinaire de discipline et un effort perpétuel. Pour la majorité c'était la seule voie à la survie même. On devait accepter des conditions austères sinon la famille déchu, se mourait. Ces conditions imposaient à des paysans de faire le travail le plus dur, à s'engager au service des autres, à devenir l'esclave d'une discipline tant extérieure qu'intérieure.

La majeure partie des paysans hongrois considérait leur pauvreté comme une nécessité transitoire. Presque tous les paysans pauvres s'étaient mesuré à des petits propriétaires qui avaient une situation plus sûre, leur ambition étant d'arriver à cette situation et ils s'en prenaient au sort et étaient couverts au cas où ils ne réussissaient pas à s'élever et ce au prix d'un travail d'une vie entière. *Ils considéraient la pauvreté dans laquelle ils vivaient avec leurs familles comme une situation provisoire qui pourrait être changée et ils avaient la conviction que échapper à cette pauvreté dépendait en partie de leur résistance et effort personnel. Le travail mercenaire, le service des autres et la pénurie étaient pour eux une nécessité transitoire dans le but du changement.*

Il est certain que cette assiduité et le principe selon lequel il faut vivre une vie dans l'esprit du travail étaient transmis par la famille et à tous ses membres et aux enfants. La survie, l'ascension et le déplacement social constituent indiscutablement un sort de masse : qui se définit enfin par la structure globale de la société. Mais dans ce cadre les paysans pauvres centre-européens et surtout hongrois considéraient en tant qu'individus et le chef de famille avait une marge, un pouvoir de décision et une responsabilité de choix relativement plus étendus que ceux des paysans qui vivaient dans les communautés rurales est-européennes.

La paysannerie pauvre centre-européenne se composait d'un point de vue économique et social sur la base du système de propriété foncière féodal marqué par l'industrialisation et la production marchande, notamment sur la base de l'unité économique de la tenure de serf à l'usage de la famille, se composait donc de cellules familiales.

Dans le système de communautés rurales est-européen comme p. ex. dans les « obchtina » russes la famille était assujettie à la communauté rural, et celle-ci dans son ensemble à l'État.

La paysannerie pauvre hongroise se composait de cellules familiales qui avaient données à leurs membres le goût de l'ambition individuelle de l'endurance et de la mobilité et avaient lié le chef de famille par au, nom de la morale de la résistance individuelle et de la responsabilité personnelle à un degré supérieur. En Europe Centrale et en Hongrie, le précepte de l'isolement personnel, la liberté et aussi l'obligation de l'effort individuel intensifié étaient inscrites dans les normes obligatoires de la société

L'individualisme de petite famille, l'appréciation et la sphère d'ambitions par l'effort personnel tirent donc leur origine tout simplement de l'histoire « centre-européenne ».

L'évolution historique dite « centre-européenne » qui diffère en qualité du développement est-européen caractérisait non seulement la Hongrie mais était propre de tous les peuples de l'Europe centrale. En Bohême et sur le territoire de l'Allemagne orientale d'aujourd'hui le développement capitaliste de l'agriculture était même plus avancé qu'en Hongrie. Mais malgré le même caractère de leur évolution économico-historique ces pays ont des résultats différents dans la production, tant en grande exploitation qu'en petite de l'agriculture actuelle. Afin de trouver une explication à la diversité de l'efficacité de la production agricole on doit analyser les sphères de questions suivantes:

— quelle est l'appréciation politico-économique de la production agricole des exploitations individuelles complémentaires dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est?

— quelle est la corrélation entre l'efficacité de production des fermes complémentaires et deux types de gestion économique socialiste (celle dite directe, et celle dite indirecte).

Le jugement d'ordre économico-politique sur les exploitations individuelles complémentaires dans les pays de l'Est socialistes

Le jugement d'ordre économico-politique sur les exploitations individuelles complémentaires a souvent changé en URSS ainsi dans les démocraties populaires d'Europe orientale et centrale. C'est que l'existence et le fonctionnement de celles-ci sont déterminés par des facteurs primordiaux et contraires. L'un de ces facteurs est d'ordre idéologico-politique tandis que l'autre est d'ordre purement économique. Ce dernier est en grande mesure influencé par l'évolution historique du pays en question. Quant au facteur historique nous y reviendrons dans ce qui suit.

Le facteur idéologico-politique est en fait une conception visant « le type idéal » des grandes exploitations agricoles socialistes. La direction politique qui affirmait la nécessité de la reorganisation socialiste de l'agriculture croyait sans réserves que la coopérative agricole était pour l'agriculteur individuel une forme d'exploitation d'une attirance irrésistible. Outre la coopérative agricole en commun elle ne voyait aucune possibilité de travaux agricoles individuels. Par conséquence l'exploitation individuelle fut considérée comme nuisible aux idées du socialisme, parce qu'elle portait d'ambitions de type capitaliste et donc il fallait l'éliminer. Un groupe plus « rigide » des représentants de cette conception idéologique a taxé l'exploitation individuelle de « concession idéologique ». Les soi-disant « souples d'esprit » eux non plus ne concevaient les exploitations individuelles que tolérées, temporairement, pour un délai le plus court possible.

Ces conceptions idéologico-politiques sont de temps à autres — quoique temporairement — repoussées par le rôle et l'importance économique des exploitations individuelles complémentaires.

Dans le processus de réorganisation socialiste de l'agriculture les agriculteurs privés ont réuni leurs pièce de terre et force de travail, mais faute de machines agricoles et de cadre de grande compétence professionnelle au sein de ces cooperative agricole en commun, une exploitation de petite culture s'est perpétuée. Dès le début des années 50 et jusqu'à la fin des années 60 ces coopératives agricoles n'ont été qu'une forme d'exploitation qui assurait donc l'unification des pièces de terre sans que la supériorité technique des grandes exploitation et l'intérêt matériel caractéristique à l'exploitation individuelle aient été assurés. La création de stations de machines agricoles, propriété de l'État n'a guère changé la situation car elles étaient insuffisantes et anciennes. Par conséquent, les résultats de la production dans les coopératives ne dépassèrent pas la production globale des exploitation de petite culture. Ainsi la production des exploitations individuelles complémentaire étaient vraiment nécessaire. Cette forme de production assurait non seulement l'autoconsommation de la population rurale, mais servait en même temps d'échanges. Les coopératives agricoles ne pouvait pas assurer pour leurs membres ni la possibilité d'un travail permanent ni la garantie d'une rémunération pour le travail fourni: le maintien des exploitations individuelles complémentaire s'avérait nécessaire pour assurer un revenu en espèce aux membres.

Les membres des coopératives étaient davantage intéressés par leurs exploitation individuelle que par les coopératives. Les premières fonctionnant à profit, de meilleur rentabilité prouvaient la non réalité de la thèse politique qui voulait que la grande culture soit supérieur à la petite culture.

On en est arrivé à la situation suivante: guidée par la considération idéologiques, la politique économique s'est fixé comme but la restriction et la diminution graduelle des exploitations individuelles complémentaires, tandis que l'économie nationale continuait à avoir un besoin vital des produits de celles-ci. Cette situation a été généralisé non seulement aux kolkhozes de URSS mais aussi à l'agriculture de tous les pays socialiste. Dans la lutte entre ces deux considération, le point de vue politique l'emporta sur les nécessités économiques comme à tous les niveaux l'économie politique, que degré plus haut et au degré plus bas, c'est à dire au niveau des coopératives. Craignant, surtout au début, l'efficacité du travail en commun, les dirigeants des coopératives étaient eux-mêmes plutôt adversaires qu'adeptes des exploitations individuelles.

Dans ce qui suit nous allons présenter la situation des exploitation individuelles complémentaires des 1949 et jusqu'à nos jours à la lumière de cette contradiction réellement existante entre conception politique et idéologique d'une part, et nécessité économique de l'autre.

Dans cette intervalle nous distinguons plusieurs périodes.

En 1949 la réorganisation socialiste de l'agriculture hongroise a été adoptée par la direction politique sur le modèle des kolkhoz soviétiques, l'institution des exploitation individuelles complémentaires y compris. On a fixé comme but la fusion au bout de trois ans de toute les exploitation privées en coopératives de production en commun. Selon le projet de la direction politique les coopératives agricole en commun et les fermes

d'État auraient dû assurer l'approvisionnement en produits agricoles de la population urbaine et de l'industrie, tandis que les exploitations individuelles complémentaires auraient fourni les vivres de la population rurale. En 1950 on a réduit la dimension des exploitations individuelles complémentaires. Les considérations politiques défavorables furent aggravées par une pression d'ordre économique: par un système sévère de livraisons obligatoires pour les exploitations individuelles complémentaires.

Le problème suivant est à résoudre: pourquoi la direction politique qui choisissait comme modèle de réorganisation celui des coopératives de type soviétique englobant les exploitations individuelles complémentaires, trouvait-elle „une survivance capitaliste dans les exploitations individuelles complémentaires? Faut-il en chercher la raison dans la mauvaise gestion économique de la direction politique ou doit-on chercher les mobiles ailleurs et en profondeur?

C'est dans l'agriculture que la deuxième guerre mondiale a probablement provoqué les dégâts les plus graves. Le niveau technique de la production étant trop bas, son relancement ne pouvait pas faire l'objet d'une opération radical à court terme: l'industrie et le bâtiment la dépassaient en importance. Au cours de la réforme agraire eurent droit à un lopin de terre, mais cette mesure ne pouvait pas être suivie d'une modernisation de la production. C'est dans ces conditions qu'on en est arrivée à la création de coopératives agricoles en commun. La livraison obligatoire des produits agricoles établie par l'État exigeait des agriculteurs individuels des efforts irréels. Le paysan qui n'était pas capable de satisfaire les obligations de livraison fixées par l'État à un niveau plus bas que les prix de revient, encourait des peines pénales.

Ainsi deux possibilités se présentaient à eux: renoncer à la production agricole et se faire embaucher dans l'industrie ou entrer dans les coopératives agricoles.

Mal équipées, menacées par l'obligation de livraison, ces coopératives agricoles en commun n'atteignaient même pas le niveau de la simple reproduction. Etant donné que les coopératives agricoles n'étaient pas en mesure de garantir à leurs membres un revenu au moins minime mais stable, il était évident que les agriculteurs négligeaient le travail dans le cadre de celles-ci. D'où impossibilité de l'approvisionnement la population rural et à l'usinage des produits agricoles.

En URSS ainsi que dans les pays socialistes de l'Europe centrale et orientale la réorganisation de l'agriculture s'est produite dans des conditions économiques et politiques similaires.

Le mouvement qui visait à la constitution des coopératives agricoles en commun fut dans chacun de ces pays un mouvement politique qui s'est fixé comme but la suppression de la propriété privée. Le but politique avait pour arrière-plan économique le maintien temporaire de l'exploitation individuelle qui fournissait à peu près 50% des produits agricoles. Si l'on ne tolérait pas dans le cadre de l'exploitation privée, le mouvement qui visait à la suppression de la propriété privée des lopins de terre, mouvement qui se matérialisait par la constitution de coopératives agricoles en

commen, n'aurait pas pu atteindre son but. D'autre par la production — plus rentable — de ces exploitations individuelles constituait un danger permanent pour le succès du mouvement coopérativiste. Si dans un tel état de choses la direction politique avait renoncé aux restrictions pratiquées dans le domaine des exploitations individuelles, elle n'aurait pas pu maintenir le « type kolkozien » des coopératives agricoles. Sans parler du fait qu'il aurait été bien difficile de développer une agriculture de type capitaliste sur l'ou demi hactare de terre.

Le conclusion que nous pouvons en tirer est que l'aversion politique pour l'exploitation individuelle n'était pas le seul résultat d'un fausse conception d'économie politique, elle se présentait comme l'apanage inévitable de la création des coopératives agricoles en commun qui à leur tour devaient supprimer la propriété privée des terres et les exploitations privées.

Dans la première période de création des coopératives agricoles en commun, les exploitations individuelles complémentaires furent donc une nécessité économique, mais en même temps une forme d'économie politiquement condamnable. Au début des années 50 on parle très rarement de leur importance économique. La conception politique en vigueur expliquait la raison de leur maintien par le niveau très bas de conscience paysanne. C'est cet état arriéré qui empêchait le passage directe — sans la forme « transitoire » de l'exploitation individuelle — de l'exploitation privée à l'exploitation agricole en commun.

A la suite des événements politiques de 1956 la majeure partie des coopérative agricole en commun constituées dans les années 50 s'était dissoute. Ainsi le problème des exploitation individuelles complémentaires est forcément devenu périphérique. En 1959 on imprime un rythme accéléré à la nouvelle étape de réorganisation de l'agriculture. A cette époque-là comme au début des années 50, cette réorganisation n'était pas basée sur un système de conditions économique existantes, quoique les conditions politiques s'avèrent plus favorable qu'auparavant.

Le besoin absolue des exploitation individuelle complémentaires n'a point diminué au cours des années. La direction politique a renoncé à l'idée de les persecuter ouvertement, et même mieux, à reconnu leur importance intérimaire. Mais cette période de transition devait être de courte durée et par conséquence les exploitations individuelles ne bénéficièrent d'aucun soutien, la politique économique se voulant « neutre » à leur égard jusqu'au milieu des années 60.

Dans la période où — à la fin des années 50 — en Hongrie la politique vise la suppression des exploitation individuelle, tourne, comme nous l'avons déjà mentionné, à une attitude neutre, tolérant leur existence, les autres pays socialiste fixent comme but la liquidation de celles-ci, et ce s'appuyant sur des considérations idéologiques à savoir: adoptant l'exemple de l'URSS, ces pays déclarent avoir dépassé le seuil de « la période de construction plénière du socialisme », période qui est incompatible d'un point de vue idéologique avec l'existence de n'importe quelle forme d'économie individuelle.

Dans articles démontrant la nécessité de la liquidation de l'exploitation individuelle complémentaires se succèdent dans la littérature spécialisée, politique et économique en l'URSS, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie. Des mesures de vaste envergure sont prises dans le but de leur restriction et liquidation. En l'URSS par exemple, on introduit à l'usage des exploitations individuelles les livraisons obligatoires, tout en fixant des prix d'achat en dessous des prix de revient. Par cette mesure on réussit à freiner la vente de leurs produits. On liquide également — à partir de 1958 — la vente aux exploitations individuelles complémentaires des espèces fourragères appartenant aux stocks de l'État. En Tchécoslovaquie on insère dans le statut-modèle des coopératives agricoles de production la tâche de la liquidation des exploitations individuelles complémentaires. En Bulgarie on passe en 1958 à la réunification des coopératives agricoles et parallèlement on décrète la nécessité de liquider des exploitations complémentaires. L'État introduit les livraisons obligatoires de produits et acquiert ainsi le cheptel des exploitations complémentaires, ce qui diminue la production de celles-ci, mais en même temps mène à la diminution de la production agricole globale du pays. En Allemagne Démocratique sur la base de normes obligatoires conçues sous forme d'initiative et recommandation les membres des coopératives de production agricole gardent leur bétail en propriété privée dans les étables des coopératives, ainsi on en arrive graduellement à l'intégration des travaux zootechniques dans le domaine des travaux en commun. L'un des moyens de la liquidation des exploitations individuelles complémentaires est la création de « l'exploitation idéatique », dans le cadre de laquelle les membres des coopératives ont droit à la place d'un terrain cultivable à une certaine moyenne de récolte, calculée sur une superficie bien déterminée.

On peut constater que durant ces dernières années les autres pays socialistes ont commencé à chercher à réaliser le développement de la petite production agricole. Malgré cette politique les résultats se sont faits attendre. Pourquoi?

Cela tient à ce que, à la différence de la Hongrie, les autres pays socialistes n'ont pas eu les moyens de leur politique puisqu'ils adoptaient le système socialiste de gestion directe, qui freinait le développement des petites productions; Seule la Hongrie a fait exception et a choisi le système de « gestion indirecte ».

Dans le domaine de la gestion planifiée socialiste, on connaît en effet historiquement deux types de gestion économique: celle dite directe, et celle dite indirecte.

L'essentiel de la gestion planifiée directe peut se résumer ainsi:

1. Les attributions relatives aux décisions économiques mêmes quant aux questions de détail, sont concentrées entre les mains des organismes centraux.

2. Le plan de l'économie nationale va jusqu'au processus de détail de la gestion économique et les décisions prises au niveau central sont transmises « aux entreprises » par des introductions du plan adressées aux destinataires.

3. Dans la vie économique, les mécanismes monétaires et les mécanismes de marchés deviennent insignifiants.

Ni les individus, ni les entreprises ne sont pas financièrement intéressés à la gestion économique.

Dans tous les pays de l'Est socialistes le système direct s'est présenté sous deux formes quant à l'agriculture. *Le système des fournitures obligatoires des produits agricoles* signifia « une gestion directe ouverte » à l'encontre des producteurs agricoles. Cette période dura en Union soviétique de 1930 à 1962, dans les pays socialistes de l'Europe centrale-orientale elle se termina pendant les années cinquante. (En Pologne le système des fournitures obligatoires ne prit fin qu'en 1972.) L'autre forme *le contrat de la commercialisation des produits agricoles*, fonctionna comme un cadre juridique jusqu'à la date de l'introduction du système économique dite indirect, — en Hongrie jusqu'en 1967 — dont la teneur économique fut également taillé par les instructions centrales du plan.

Quant au système de gestion économique indirecte, il se caractérise par les règles suivantes:

1. Il doit assurer aux entreprises de production une liberté de décision relativement large.

2. Dans le domaine de la vie économique, les rapports des marchandises et les rapports monétaires s'accroissent.

3. Les individus et les entreprises sont financièrement plus intéressés à la réalisation des objectifs de production.

C'est le 1-er janvier 1968 que le système de gestion économique directe a été supprimé en Hongrie et remplacé par un système de gestion économique indirecte.

A partir de 1967, la petite production agricole commençait à se modifier dans sa substance et avec l'extension de la production marchande et du développement du marché national, ainsi que du relèvement du niveau de vie, devenait de plus en plus une activité de gestion ou d'entreprise.

La petite production agricole a commencé à se séparer de la sphère agraire proprement dite c'est à dire de l'agriculture en tant qu'activité principale. En même temps la proportion des petites exploitations dont l'activité était essentiellement la production marchande passait de 18,5% en 1957 à 57% 1977 par rapport à l'ensemble des exploitations individuelles auxiliaires (environ 35% du dernier chiffre sont représentés par les exploitations de marchandises spécialisées).

En Hongrie, ce n'était pas avant tout par l'intensification du commerce agricole direct que l'extension de la petite production marchande s'est réalisée. Les petits producteurs de marchandises ne peuvent pas toujours vendre leurs produits directement aux consommateurs même sur le marché local puisque la majorité d'entre eux n'en a pas le temps ni le moyen et encore moins pour la vente sur les marchés des villes. (La plupart des « agriculteurs » installés dans les marchés urbains est en même temps un petit commerçant qui vend également les produits des autres.) L'élargissement du commerce des marchandises fournies par la petite production était assuré essentiellement, par la réalisation des tendances légales et mutuelle-

ment avantageuses de l'intégration entre les petites exploitations et la coopérative.

La quantité de marchandises achetées aux petits producteurs s'est accrue considérablement depuis 1970 et même leurs proportion par rapport à l'achat total a augmenté dans une certaine proportion. En 1975 l'autoconsommation n'était plus que de 49% et les 51% des produits étaient devenus marchandises, dont 25% ont été vendus dans le cadre des achats par l'Etat et les coopératives et 26% sur le marché libre.

L'autoconsommation agricole n'a pas pour critère la rentabilité puisque son objectif immédiat est la satisfaction naturelle des besoins personnels. *Par contre le mobile de l'activité de l'entreprise de production marchande est la recherche de bénéfice.* L'importance de tout cela peut être prouvée si l'on considère que les frais matériels représentaient en 1968 33,1% de la valeur de la production brute pour les exploitations individuelles et en 1973 cette proportion a atteint les 43,7%.

Le centre d'intérêt du petit producteur est la différence entre la recette réalisée sur le marché et les frais de la production sans compter le travail vif (mais y compris les risques de production et de vente) c'est à dire le revenu brut. « L'exigence » relative au revenu exprime l'organisation raisonnable et économique de tous les processus de production et de travail mais *le revenu brut peut impliquer également un revenu de petite entreprise.* Une partie importante des petites exploitations spécialisées dans la production marchande est devenue essentiellement *exploitation de petite entreprise* fonctionnant d'une façon relativement moderne et tenant rigoureusement compte des frais et du rendement.

La façon dont la petite production est en effet appréciée du point de vue politique-économique peut être évaluée par les régulateurs de l'économie qui lui sont imposés, (prix subvention, crédit, évolution des charges). *Ce sont ces conditions économiques qui déterminent l'intérêt et l'attitude des petits producteurs.*

L'élément dont il convient de parler en premier lieu est le système des prix. Le fonctionnement régulier de la petite production nécessite des régulateurs prévus à temps et au préalable et qui agissent continuellement. Lorsque le contenu du revenu des prix est faible et inférieur au niveau de l'intérêt la petite exploitation y répond par la restriction sensible et immédiat de la production. Le contenu d'un revenu suffisant peut être considéré comme la limite inférieure de l'éventail des prix. Pour le contenu d'un revenu il faut également prendre en compte le rôle de plus en plus important des dépenses à côté des prix de vente. Les besoins matériels et le niveau des frais de la petite production modernisée augmentent et leur amortissement doit être assuré par les recettes. L'accentuation de la disparité entre les prix de l'agriculture et ceux de l'industrie exerce une influence immédiate même sur l'attitude des petits producteurs.

Les corrélations formulées quant au prix sont également valables pour les impôts, c'est à dire que le système des retranchements en pratique joue aussi un rôle déterminant (p. ex. en 1975 même l'effectif du cheptel commençait déjà à diminuer en raison de la taxation rigoureuse).

La petite production réagit sensiblement à la loi de valeur et aux autres facteurs de portée plus générale, comme l'atmosphère politique.

L'influence exercée sur la production en pratiquant des changements importants peut avoir pour conséquence la nécessaire la fluctuation accentuée du prix de la petite production. C'est ce que les expériences hongroises confirment également. L'efficacité de cette branche d'exploitation peut s'expliquer sous l'aspect économique par l'admission permanente de la petite production, par la prise en compte de ses conséquences sur la répartition des revenus et par la politique économique équilibrée et modérée qui a été poursuivie en Hongrie au cours des ces dernières années.

Règlementation juridique de la petite production agricole

A la sphère des petites production agricole appartiennent les exploitation complémentaires des membres des coopératives de production agricole, et les exploitation auxiliaires des ouvriers et des employés.

L'exploitation complémentaire diffère des exploitations auxiliaires des ouvriers et des employés par ses rapports spécifiques et multilatéraux vis-à-vis de l'exploitation commune de coopérative de production.

Les règles de l'exploitation complémentaires sont déterminé par la loi sur les coopératives de production agricole (Loi III. de 1967) et par les statuts de la coopérative.

1. But de l'exploitation complémentaire

Le membre de la coopératives agricole a le droit d'exploiter une ferme individuelle. La ferme individuelle est l'exploitation complémentaire des membres, dont la destination est de satisfaire aux besoins ménagers des membres et des membres de famille et d'augmenter leur revenu. Elle peut faire aussi de production marchande.

L'exploitation commune et l'exploitation complémentaire constitut une unité organique, fondés sur une coopération étroite.

L'ampleur et le mode de la coopération entre l'exploitation collective et l'exploitation complémentaire doivent être assuré de façon que l'intérêt des membres et celui de la coopérative et de l'économie nationale soient en harmonie.

2. Cadre de la ferme individuelle

La ferme individuelle des membres de la coopérative comprend:

- a) la terre individuelle;
- b) le cheptel;
- c) les matériels, moyens de travail, machines mineur nécessaires à l'exploitation de la ferme individuelle;
- d) les bâtiments destinés à l'exploitation complémentaire.

a) *La terre individuelle*

ad. 1. *Le sujet de la terre individuelle*

— Le membre de la coopératives a droit à l'usage d'une superficie de terre faisant partie des terres communes de la coopératives à condition qu'il fournisse des heures de travail prévues par le statut;

— Le droit à l'usage de terre en question est dû au membre de la coopérative indépendamment de sa participation au travail commun, s'il est âgé, infirme ou incapable de travailler.

— Après la mort d'un membre de la coopératives son concubin ou conjoint à condition qu'il soit frappé d'une incapacité de travail, qu'il soit arrivé à l'âge de la retraite vieilles, ou que lui incombe une obligation d'assistance, a droit à l'usage d'une superficie de terre égale à 3 000 m² ou s'il s'agit d'un verger à vignoble à 1 500 m², et ce dans le cas, où il ne possède pas en propriété ou en usage d'une terre.

Comparativement à la réglementation et à la pratique antérieurs (le décret-loi N°7 de l'an 1959) la terre individuelle n'est pas attribuée par famille. Si une même famille compte plusieurs membres, chacun d'eux a droit — conformément aux conditions données —, à une exploitation individuelle complémentaire.

La somme des heures de travail fixé pour un membre par la coopérative ne peut être inférieure à 1500 et pour les femmes, à 1000 heures de travail. A l'heure actuelle les coopératives fixent par les statuts les heures de travail annuelle de leurs membres, en fonction de leurs conditions économique, par 1500 (1000) à 3000 (2500) heures de travail. Il y a des coopératives de production où tous les membres exécutent le maximum des heures de travail, mais il y en a aussi d'autres coopératives disposant de conditions économiques faibles qui ne peuvent garantir à leurs membre qu'un minimum des heures de travail. En 1980, en moyenne national, les heures de travail annuelles des membres étaient de 2000 heures.

ad. 2. Superficie d'exploitation complémentaire

L'étendue de la terre de l'exploitation complémentaire est de 3 000 à 6 000 mètres carrés par membre de coopérative. Dans cette étendue celle du vignoble et du jardin fruitier ne peut pas dépasser 3 000 mètre carrés.

En ce qui concerne l'allocation de terres ou l'attribution de produits agricoles pour les membres, la coopérative en dispose par statut. La limite inférieures de la superficie à allouer pour l'exploitation complémentaire doit être définie également par statut.

La limite inférieure de la superficie à désigner pour l'exploitation complémentaire doit être définie en fonction de conditions données (quantité des terres, qualité du sol situation du terrain, branche d'exploitation, cultures possibles, etc.).

La direction de la coopérative définit la superficie relative aux terres communes pour l'exploitation individuelle ou la mesure de l'allocation en produits agricoles entre la limite inférieure prescrite par statut et la limite supérieures prescrite par la loi sur la coopérative de production, en fonction de la productivité des membres et en tenant compte de ses conditions sociales et sanitaire.

La superficie de l'exploitation complémentaire où la mesure de l'allocation en produits agricole ne peuvent pas être réduites dans le cas où le membre est arrivé à l'âge de la retraite de vieillesse, ou sa capacité de travail s'est affaiblié dans le cas où il est devenu invalide ou incapable de travailler.

En vertu de sa propriété personnelle le membre peut utiliser sa terre intra muros, en jardin fermé, ou pout a proximité de la ferme comme exploitation complémentaire.

La superficie de l'exploitation individuelle complémentaire doit être comptée y compris la terre en propriété personnelle de l'adhérent. Les règles selon lesquelles une partie définie du terrain servant à la maison d'habitation et de celui servant à une deuxième maison du membre (jardin entourant la maison, terrain pour deuxième maison qui pourrait être cultivé, partie de terrain non batie, etc.) sont mises en compte pour la superficie de l'exploitation complémentaire et doivent être prescrites par le statut de la coopérative en fonction des conditions locales.

b) Le cheptel

L'importance de l'effectif du bétail de l'exploitation complémentaire est déterminée par les statuts. Au début de la réorganisation de l'agriculture dans les années 50, on a déterminé à l'échelle nationale l'effectif de bétail éleveable individuellement, par espèce de bête et par tête. Dans la pratique actuelle — dans le cadre des statuts — l'importance de l'élevage est déterminée par la capacité d'accueil des bâtiments de ferme individuelle, par la quantité et la composition du fourrage pouvant être assurées, par la capacité de temps libre que les membres peuvent consacrer à cette fin, ainsi que par le caractère des régions de production. Les dispositions locales différencient très fortement l'importance de la production individuelle, et en particulier celle de l'élevage. En général prévaut le principe suivant lequel l'effectif de bétail de l'exploitation individuelle doit être tel, pour, qu'il n'arrache pas la main-d'oeuvre nécessaire à la réalisation souple des tâches de l'exploitation collective, et que l'on puisse répondre pleinement à l'approvisionnement en fourrage de l'exploitation individuelle complémentaire sans nuire au bétail collectif.

c) d) Les bâtiments et les moyens de travail destinés à l'exploitation complémentaire

L'importance des bâtiments et des équipements au service des exploitations individuelles complémentaires (outils, instruments, etc.) n'est pas déterminés en détail par les statuts). On peut posséder un tracteur jusqu'à 35 ch dans une exploitation individuelle complémentaire. Les membres utilisent les étables, les granges et les fenils, ainsi que les silos à grain restant de l'époque des exploitations privées antérieures, pour l'exploitation des terres privées. L'importance et l'état de ce cheptel diffèrent dans une grande mesure suivant les régions, les coopératives, de même que par membre aussi. Et ce fait influe également sur la possibilité et la mesure de l'exploitation complémentaire.

3. Relations organisées entre les coopératives de production agricoles et les exploitations complémentaires de leurs membres.

L'exploitation complémentaire des membres est l'une des branches d'exploitation de la coopérative ou l'établissement des conditions de la production de la vente est avant tout la tâche de l'exploitation collective. Le mode et l'échelle de la coopération entre l'exploitation collective et les exploitation individuelle complémentaire doivent être définis par statut.

a) La coopérative favorise la coopération entre l'exploitation collective et l'exploitation complémentaire, et de développement de cette dernière en établissant des contrats pour l'achat des produits agricoles et d'animaux issus de l'exploitation complémentaire, ainsi par la vente commune des produits de ferme individuelle, par des service et par d'autre façon différentes.

Pour les services fournis dans le cadre de la coopération les membres versent une somme définie par la coopérative. Dans le cas où le membres est retraité, allocataire, invalide ou durablement incapable de travailler, la coopérative peut mettre cette somme sur le compte du fonds social.

b) La loi portant sur les coopératives de production agricole considère le travail effectué par les membres dans les exploitation complémentaire comme ayant un caractère de travail collectif en cas de l'existence des conditions suivantes:

- lorsque le membre produit dans son exploitation complémentaire certaines espèces de produits définis par le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation;

- lorsqu'il aura conclu avec la coopérative un contra selon lequel il vende les produits ou les animaux à la coopérative ou bien il les commercialise par la voix de l'exploitation collective, ou une entreprise d'achat;

L'activité de production déployée dans l'exploitation complémentaire ne se qualifie de travail commun que dans le cas où le membre accomplit les heures de travail prévues aux statut ou cours de l'année précédente dans l'organisation de travail collective,

- la coopérative ne peut pas assurer pour le membre une possibilité de travail dans l'organisation de travail collective;

c) Entre les plaines collectivisées et les parcelles individuelle il n'y a pas contradiction: les unes et les autres se complètent et même s'interpénètrent.

Le caractère complémentaire réciproque des coopératives et des exploitation individuelles manifeste dans l'élevage surtout. *L'élevage individuel s'appuie dans une très grande mesure sur la production en fourrage de l'exploitation collective.* Les membres reçoivent le fourrage en tant que rémunération du travail ou prime, ou bien l'achètent à la coopérative. En même temps, le fumier provenant des exploitations individuelles est utilisé dans l'exploitation coopérative pour l'amélioration des terres. La multiplication du bétail des exploitation individuelles est une des sources du développement du chaptel collectif.

Une des formes importantes de la coopérations est que les membres ne peuvent pas mettre eux-même individuellement en vente leurs bêtes élevées et engraisées en exploitation individuelle, mais par l'intermédiaire des coopératives ils conclure un contra en vue de la mise en vente collective. Dans le contrat on peut fixer d'avance, même pour plusieurs années, les engagements réciproques de la part des membres et de l'exploitation collective. Dans le cadre du contrat, l'exploitation collective s'engage en générale à fournir tout le nécessaire indispensable à l'élevage, comme les aliments composées, et donne aussi des conseils professionnels. *Les deux parties sont réciproquement intéressées à la réalisation du contrat, ce qui est notamment assuré par la répartition de la majoration également.*

C'est en premier lieu dans l'engressement des porcs que cette forme s'est répandue, mais plusieurs coopératives organisent de la même façon l'engressement des boeufs, des oies, des vollailles et la production fruits (framboises, fraises) que les formes organisées de la coopération se sont établies. Dans l'achat de moyens nécessaires à la production (semences jeunes plants, etc.) la coopératives offrent également leur aide.

4. Les coopératives de production agricole organisent et gèrent la petite production par les formes suivantes:

a) par la manière traditionnelle antérieure, lorsque c'est directement le président du *comité de l'exploitation individuelle*, ou le dirigeant spécialisé chargé des taches concernant la production et la mise en vente.

Au cours de ces dernières années, c'est devenu une pratique générale dans les coopératives de production hongrois, de mettre sur pied des comités d'exploitation individuelle. C'est même une obligation depuis la modification en 1977 de la loi sur les coopératives agricoles. Leur activité ne se limite pas à la désignation de l'étendue des terres individuelles complémentaire. Aujourd'hui c'est de plus en plus l'encouragement de la production des fermes individuelles et la mise en vente de leurs produits par voies de coopératives. Il aide aussi les activités de non-adhérents aux coopératives de la même façon que les ferme individuelle de leurs membres.

b) La forme organisationnelle dominante était jusqu'à aujourd'hui la *branche d'exploitation autonome*. Leur nombre s'éleva de 445 en 1976 à 719 en 1979. Après le décret n° 27/1981. (IX. 5.) du Conseil des Ministre sur les groupes spécialisé pour le travail agricole, ces derniers se sont développés.

c) Les groupes spécialisés sont des coopératives qui ne sont pas considérés personne morale.

Ces groupes peuvent se former au sein de la coopératives de production agricole, de la coopératives de consommation de vente et d'achat même que de la ferme d'État.

d) *Les moyens juridiques les plus importants* de l'intégration des petites production sont les *contrats de droit civil*.

LEGAL REGULATION OF THE ECONOMIC RELATIONS BETWEEN THE LARGE AGRICULTURAL ENTERPRISES AND SMALL AGRICULTURAL PRODUCERS IN HUNGARY

by

DR. MÁRTA SÜVEGES

Assistant Professor

Faculty for Legal and Administrative Sciences ELTE

Both the agricultural experts of the socialist countries and the Western European agricultural press pay unusual attention to the development of the small-scale agricultural production in Hungary. The small-scale agricultural production cannot be considered as a Hungarian specialty, because it is well-known in every Middle and Eastern European socialist country and it is applied since the socialist re-organisation of agriculture.

Then what is the reason for that the small-scale agricultural production is the most developed in Hungary and in the same time Hungary has the fewest troubles in the field of agricultural production among the socialist countries?

Despite the fact that the author intends to present the small-scale agricultural production in the sphere of legal regulation, the historical and economic aspects cannot be ignored either.

After a brief overview of the economic development of Middle and Eastern Europe the author states that in the Hungarian agriculture following the development of production of goods and a certain level of capitalisation of the agrarian conditions, from the 18th century on a considerable stratification took place within the peasant class. It produced in the poor peasantry of 3 million people the conditions of sharpening economic competition. This competition, which took place among circumstances of production of goods, educated the millions of poor to do the most hard labour, a tense and intensive individual efforts as a duty. The main contributor to the economic development in Hungary in the last thirty years, the economic accomplishments of the 3 million-class of peasantry — among others the results of the household economy — are the achievements of historical development in accord with the production of goods.

The positive changes in the political views on the household economy, then the introduction of the indirect economic system recognized gradually the auxiliary economy, which was earlier hardly even tolerated.

The law considered the small-scale agricultural production only in case of the household economy of the co-operative members' plots till the latest times, now by institutionalizing the special agricultural groups the uniform regulation of all kinds of small-scale agricultural production has started.

RECHTSREGELUNGEN DER WIRTSCHAFTLICHEN BEZIEHUNGEN DER LANDWIRTSCHAFTLICHEN GROSSBETRIEBE UND LANDWIRTSCHAFTLICHEN KLEINPRODUZENTEN IN UNGARN

DR. SÜVEGES MÁRTA Universitätsdozent
ELTE Lehrstuhl für Staats- und Rechtswissenschaften

Sowohl landwirtschaftliche Fachgutachten der sozialistischen Länder als auch west-europäische landwirtschaftliche Fachzeitschriften verfolgen die Entwicklung der ungarischen landwirtschaftlichen Kleinproduktion mit besonderer Aufmerksamkeit. Die landwirtschaftliche Kleinproduktion kann nicht als eine ungarische Spezialität betrachtet werden, da diese seit der sozialistischen Umorganisation in allen mittel- und osteuropäischen sozialistischen Ländern eine bekannte und angewandte Form der Landwirtschaft ist.

Warum aber ist in Ungarn die landwirtschaftliche Kleinproduktion am meisten entwickelt und gleichzeitig hat unter den sozialistischen Ländern Ungarn auf dem Gebiete der landwirtschaftlichen Produktion die geringsten Sorgen.

Obwohl der Verfasser die landwirtschaftliche Kleinproduktion auf der Basis der Rechtsbestimmungen vorstellen möchte, können historische Wirtschaftsaspekte nicht außer Betracht gelassen werden.

In einem kurzen Überblick über die Wirtschaftsentwicklung Mittel- und Osteuropas stellt der Verfasser fest, daß in der ungarischen Landwirtschaft in der Entwicklung der Warenproduktion in gewissem Ausmaß der kapitalistischen Agrarverhältnisse zufolge schon im 18. Jahrhundert eine große Umschichtung innerhalb der Klasse der Bauern begann, welche innerhalb der aus mehr als drei Millionen bestehenden Schichte der armen Bauern verschärfte wirtschaftliche Wettbewerbsverhältnisse hervorrief. Dieser Wettbewerb, der zwischen den Verhältnissen der Warenproduktion abließ, erzog diese Millionen zu härtester physischer Arbeit und zur Verpflichtung erhöhter individueller Anstrengung. Träger der Hauptrollen in der Entwicklung der ungarischen Wirtschaft in den letzten dreißig Jahren sind die wirtschaftlichen Ergebnisse der drei Millionen armen Bauern — darunter die Erfolge der Hoflandwirtschaft — die Resultate der bekannten historischen Entwicklung der Warenproduktion.

Die zugegebene positive Version der politischen Ansichten über die Hoflandwirtschaft und die Einführung des indirekten Wirtschaftssystems führte die bisher kaum als Aushilfe geduldete Bewirtschaftung allmählich zur Anerkennung eines integrierenden Bestandteils der sozialistischen Wirtschaft.

Das Recht, das bis in letzter Zeit die landwirtschaftliche Kleinproduktion als Hoflandwirtschaft nur im Falle von Mitgliedschaft einer Produktionsgenossenschaft in Betracht zog, nahm durch die Institutionseinrichtung der landwirtschaftlichen Fachgruppen eine einheitliche Regelung aller Arten der landwirtschaftlichen Kleinproduktion seinen Anfang.